



La Société nationale des hydrocarbures (SNH) vient de publier un communiqué suite aux aveux du trader anglo-suisse qui a admis devant la justice américaine et britannique avoir versé des pots-de-vin aux responsables des principales entreprises pétrolières du Cameroun pour obtenir des contrats.

« Il est porté à la connaissance de l'opinion publique nationale et internationale que la SNH n'est ni de loin, ni de près, associée à des telles pratiques, strictement interdites par son Règlement intérieur », écrit notamment l'administrateur-directeur général (ADG), Adolphe Moudikide, dans une note datée du 30 mai 2022. L'intéressé dit avoir saisi les autorités américaines et anglaises, en vue de fournir les éléments qui permettraient d'établir la véracité de ces « allégations ». L'ADG promet également d'informer l'opinion publique « en temps opportun » de la suite réservée à la demande la SNH.

Devant la Justice américaine, Glencore a, pour sa part, avoué qu'entre 2007 et 2018, elle et ses filiales ont payé environ 79,6 millions de dollars à des sociétés intermédiaires afin d'obtenir des avantages indus. Objectif : obtenir et conserver des contrats avec des entités publiques et contrôlées par l'État dans les pays d'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Cameroun, Côte d'Ivoire et Guinée équatoriale). La multinationale a avoué avoir dissimulé les paiements de pots-de-vin en concluant de faux accords de conseil ; en payant des factures gonflées et en utilisant des sociétés intermédiaires pour corrompre des fonctionnaires étrangers. Pour le Cameroun,

Glencore déclare avoir versé des pots-de-vin pour 7 milliards de FCFA à de hauts responsables de la SNH et la Sonara afin de décrocher des contrats pétroliers.

Ces révélations ont amené Me Akere Muna, l'ex-bâtonnier de l'Ordre des avocats du Cameroun et ancien vice-président de Transparency International, à saisir, le 27 mai, le président de la Commission nationale anti-corruption (Conac) pour dénoncer l'aveu de pratiques de corruption de Glencore Plc et les conséquences sur la SNH et la Sonara. Me Muna a plaidé pour que la Conac puisse monter une enquête des plus robustes sur cette sordide affaire qui implique deux des plus importantes entreprises publiques du Cameroun.

Le Jour